

Sous le diktat des organisations patronales et plus particulièrement du Medef, le gouvernement persiste et signe ! Répondant toujours plus aux exigences de rentabilité des actionnaires, des marchés financiers et du capital, le gouvernement poursuit la mise en œuvre d'une politique visant à multiplier les exonérations et les allègements des cotisations sociales patronales et des impôts des entreprises.

Il tente de **condamner le monde du travail à l'austérité** à vie en imposant une purge budgétaire et une baisse de la dépense publique de plus de 50 milliards d'ici 2017 dont 21 milliards au titre du projet de loi de finances 2015. Dans un tel contexte, de nouvelles et lourdes attaques sont portées contre toutes les dimensions de l'action publique : celles de la sécurité sociale, celles de l'Etat et de ses opérateurs, celles des collectivités territoriales.

A l'évidence **le gouvernement entend s'obstiner, avec une nouvelle séquence particulièrement agressive de la réforme de l'Etat** et des collectivités territoriales :

- ✓ Mise en œuvre d'une réforme territoriale ayant pour objectif de réduire le périmètre et les champs de compétence des collectivités territoriales,
- ✓ Engagement d'une révision des missions des administrations centrales et déconcentrées poursuivant au moins trois objectifs : identifier celles qui continueraient à relever des missions de l'Etat, celles qui doivent être abandonnées ou transférées y compris à des opérateurs privés, celles qui doivent être exercées différemment.

Dans le même temps, **le gouvernement poursuit les plans pluriannuels de suppression des emplois** dans de nombreux ministères, diminue les crédits de fonctionnement et d'investissement, s'attaque aux services publics de pleine compétence et de proximité, nécessaires à la satisfaction des besoins des populations, en réduisant le nombre des implantations administratives.

Enfin, du fait du refus des pouvoirs publics de procéder à une augmentation significative des rémunérations versées, à une revalorisation significative des budgets alloués au titre des politiques de l'action sociale, de l'hygiène, de la sécurité et des conditions de travail, un nombre sans cesse croissant d'agents est aujourd'hui confronté à une dégradation des conditions de vie au et hors du travail.

Dans un tel contexte, **l'UGFF-CGT réitère sa condamnation du pacte dit de «responsabilité»** de Messieurs Hollande et Gattaz et réaffirme que l'action publique participe à la création de richesses mais aussi à la satisfaction des besoins et des droits fondamentaux, de même qu'à la construction d'une société du plein emploi.

Pour l'UGFF-CGT, il est nécessaire et possible de créer des emplois, d'augmenter les salaires, d'imposer au capital une contribution plus grande au financement des budgets de l'Etat, des collectivités territoriales et de la sécurité sociale.

De telles orientations doivent trouver une traduction concrète dans les prochains projets de loi de finances et de financement de la sécurité sociale.

**POUR IMPOSER D'AUTRES CHOIX QUE CEUX DU PATRONAT ET DU GOUVERNEMENT,
L'ACTION RÉSOLUE ET DÉTERMINÉE DU MONDE DU TRAVAIL S'IMPOSE !**

C'est pourquoi l'UGFF-CGT appelle les personnels, fonctionnaires et non-titulaires, actifs et retraités, à s'inscrire dans la **journée d'action interprofessionnelle du 16 octobre prochain**, par tout moyen et dans les rassemblements et les manifestations qui seront organisés sur l'ensemble du territoire.